

**ARRET N°006
DU 20/03/2017**

REPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

MATIERE:

CHAMBRE COMMERCIALE SPECIALISEE

Commerciale

APPELANTE:

**- STA
- Dame Fatchima
Daddy Gaoh**

La Cour d'Appel de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique du vingt Mars deux mil dix-sept, tenue au palais de ladite Cour, a rendu l'arrêt dont la teneur suit :

INTIME :

**- Sani Sabo Gado
- Hadi Maazou**

ENTRE

- 1. La société de Transformation Alimentaire (STA);**
- 2. Dame Fatchima Daddy Gaoh;**

Ayant pour conseils Maître NIANDOU KARIMOUN et Maître Ismaril Tambo, Tous des Avocats à la Cour;

PRESENTS

**GAYAKOYE
SABI Abdoura-
hamane**

Appelantes d'une part ;

PRESIDENT

**Abdou Idi
CONSEILLER
Mme Diall Raya-
natou Loutou
Mr Mahamadou
Seydou Souley**

ET

- 1. Sani Sabo Gado ;**
- 2. Hadi Maazou ;**

Ayant pour conseil Maître Ladédji Flavien Fabi, Avocat à la Cour;

**Mr Alkelal Elhdj
Hami**

Intimés, d'autre part

Juges consulaires

**Me N'FANA
NANA
GREFFIERE**

sans que les présentes qualités puissent nuire ou préjudicier aux droits et intérêts respectifs des parties en cause mais au contraire sous les plus expresses réserves de droit et de fait

LA CHAMBRE

Attendu que par exploit d'huissier du 04/08/2016 la STA assistée de la SCPA LBTI et Partenars dont Me Tambo, a formé appel contre le jugement commercial N°31 du 28 Juillet 2016 rendu par le Tribunal de Commerce de Niamey qui, statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en premier ressort a :

- reçu les exceptions de nullité soulevées par les défendeurs;
- dit qu'il n'y a pas lieu à annuler l'assignation du 07 Août 2015;

- reçu Sani Sabo Gado et Hadi Ali Maazou en leur action ;
- ordonné le sursis à statuer jusqu'à l'intervention d'une décision pénale ;
- condamné les demandeurs aux dépens;
- Averti les parties de leur droit d'Appel;

Faits et procédure

Le 12 Août 2011, Mme Fatchima Daddy Gaoh en sa qualité de Directrice Générale de la STA, a commandé de l'huile végétale pour 100.000.000 frs (cent millions) auprès d'un fournisseur dénommé Corban International avec les conditions précisées sur le bon de commande que le paiement dudit produit sera effectué par chèque certifié, deux mois après la livraison du produit qui doit être effective dans les locaux de la STA 8 jours après la commande.

Sans attendre la livraison du produit comme convenu avec le fournisseur, Dame Daddy Gaoh a, dès le 17 Août 2011 soit 5 jours seulement après la commande, tiré sur SONIBANK, une lettre de change au profit de Corban International qui, s'était empressé de la porter à l'escompte auprès de Coris Bank, une banque du Burkina et, s'est fait payer les 100 millions de francs dès fin Août 2011, sans avoir jusqu'aujourd'hui, honoré la commande de STA.

A la suite du conseil d'administration (C.A) de la STA du 17 Mai 2013 où les associés ont pris connaissance de la situation, Ali Hadi Maazou, un des administrateurs et actionnaire, a saisi par lettre du 22 Mai 2013 le Président du Conseil d'Administration de la STA pour obtenir des éclaircissements à ce sujet, mais en vain.

Le 20 Mai 2015, soit deux ans après, Sani Sabo Gado et Ali Hadi Maazou ont à nouveau interpellé le PCA, Lescane Michel sur le même sujet. Celui-ci, refuse de faire la lumière sur la perte de 100.000.000 frs subie par la STA et due à la non livraison de huile végétale commandée à Corban International, rendant ainsi suspect à leurs yeux, l'exécution de ce contrat.

C'est ainsi que par exploit du 30/07/2015, Sani Sabo Gado et Hadi Maazou, tous deux actionnaires de la STA, ont assigné dame Fatchima Daddy Gaoh devant le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey statuant en matière civile afin de se prononcer sur sa responsabilité consécutive à la perte de 100.000.000 frs subie par leur société et, ont appelé cette dernière en cause.

Par la suite, la procédure ainsi engagée, a été transférée courant juin 2015 au Tribunal de Commerce. Celui-ci a, par jugement N°31 du 28/07/2016, rendu sa décision contre laquelle dame Fatchima Daddy Gaoh et STA ont fait appel.

Prétentions et arguments des parties

Les appelants demandent à la chambre, l'annulation du jugement attaqué aux motifs que l'assignation du 30/07/2015 serait nulle, l'action sociale de Sani Sabo Gado et Ali Hadi Maazou irrecevable et pour omission de statuer sur l'exception de prescription de leur action. Ils demandent d'évoquer et de statuer à nouveau, et dire que dame Fatchima n'est pas responsable de la perte de 100.000.000 frs subie par la STA. Par demande reconventionnelle, ils sollicitent la condamnation de Sani Sabo Gado et de Ali Hadi Maazou à leur payer des dommages et intérêts. Subsidiairement, ils sollici-

tent un sursis à statuer.

Pour leur part, Sani Sabo Gado et Ali Hadi Maazou, par écritures du 15/11/2016 versées par leur conseil, après avoir fait appel incident, demandent l'annulation ou l'infirmité du jugement attaqué, d'évoquer et statuer à nouveau, de rejeter toutes les exceptions, dire que l'assignation du 30/07/2015 est régulière, recevoir l'action introduite par Sani Sabo Gado et Ali Hadi Maazou, au fond, débouter les appelantes de toutes leurs demandes, déclarer dame Fatchima Daddy Gaoh responsable du préjudice occasionné à la STA, la condamner à payer à celle-ci la somme de 100.000.000 frs au titre du prix de la marchandise non livrée et 50.000.000 frs à titre de dommages et intérêts, prononcer contre dame Fatchima Daddy Gaoh, une amende civile de 3.000.000 frs, la condamner en outre à leur verser chacun, la somme de 5.000.000 frs pour appel dilatoire, abusif et téméraire et condamner les appelantes aux dépens.

MOTIFS

En la forme

Attendu que toutes les parties ont été représentées à l'audience, qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à leur égard ;

Attendu que l'appel principal et l'appel incident sont réguliers en la forme ; qu'il y a lieu de les déclarer recevables ;

Au fond

1. Sur l'annulation du jugement querellé

Attendu que la STA et Mme Fatchima Daddy Gaoh ont sollicité l'annulation du jugement attaqué ; qu'ils reprochent au premier juge de n'avoir pas répondu à l'exception fondée sur la prescription de l'action sociale de Sani Sabo Gado et Ali Maazou qu'ils ont soulevé ;

Attendu qu'aux termes de l'Article 2 de la loi N°2004-50 du 22 Juillet 2004, le défaut de motif ou insuffisance de motif est une cause de nullité de jugement ;

Attendu qu'en l'espèce, il ressort du dossier que dame Fatchima Daddy Gaoh et la STA ont bien soulevé dans leurs écritures devant le premier juge, l'exception de prescription de l'action sociale des intimés; que le jugement attaqué n'ayant pas répondu à ce chef de demande ; qu'il y a lieu de l'annuler pour défaut de motifs et d'évoquer et statuer à nouveau ;

2. Sur les exceptions

Sur l'exception tirée de la nullité de l'assignation

Attendu que la STA et dame Fatchima Daddy Gaoh ont soulevé l'exception de nullité de l'assignation du 30 Juillet 2015 ainsi que de l'exploit d'appel en cause de la même date, au motif que le nom du Tribunal compétent pour connaître du litige n'y avait pas été indiqué ; qu'elles ont invoqué à l'appui, la violation des Articles 135 et 435 du Code de Procédure Civile;

Attendu qu'aux termes de l'Article 435 du code de procédure civile, l'assignation contient à peine de nullité outre les mentions prescrites pour les actes d'huissier de justice, l'indication de la juridiction devant laquelle la demande est portée ainsi que les dates et heure de l'audience ; qu'en l'espèce l'assignation du 30/07/2015 ayant saisi le premier juge ainsi que l'exploit d'appel en cause, portent bien la mention « Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey » comme juridiction ayant été saisie de la demande des requérants; qu'au surplus, à considérer même que cette mention ne figurait pas, la nullité étant évidente, le juge ne saurait la prononcer en application de l'article 134 du code de procédure civile, même lorsqu'il s'agit d'une nullité substantielle, que si celui qui l'invoque, a justifié d'un grief ; qu'il y'a lieu en conséquence, de dire que l'assignation critiquée est régulière et de rejeter l'exception comme étant mal fondée;

Sur l'irrecevabilité de l'action des intimés

Attendu que Mme Daddy Gaoh et la STA ont plaidé l'irrecevabilité de l'action sociale des intimés ; qu'elles soutiennent que les requérants ont adressé leur mise en demeure au PCA et non au Directeur Général de la société en application de l'Article 487 de l'AUSC/GIE ;

Mais attendu qu'aux termes de l'article 167 de l'AUSC/GIE, un ou plusieurs associés peuvent intenter l'action sociale après une mise en demeure des organes compétents non suivie d'effet dans un délai de trente jours ; qu'en adressant ainsi la mise en demeure au PCA, un des organes de la STA, l'action des requérants a été régulièrement introduite et sera déclarée recevable ;

Attendu d'autre part que les requérants estiment que l'action des intimés serait prescrite en application de l'article 170 de l'AUSC/GIE ;

Attendu qu'aux termes de l'article 170 susvisé « ...*L'action sociale se prescrit par trois ans à compter du fait dommageable ou, s'il a été dissimulé, de sa révélation...* » ;

Attendu en l'espèce que le fait dommageable et notamment l'achat fictif de la marchandise effectué par dame Daddy Gaoh n'a été révélé aux intimés qu'à la réunion du Conseil d'Administration du 17 Mai 2013 ; qu'à compter de ladite date, constituant le point de départ du délai de prescription prévu à l'article 170 susvisé et jusqu'au 30/07/2015 date de l'assignation, il ne s'était pas écoulé trois années ; que l'action sociale des requérants n'étant pas ainsi prescrite ; qu'il y'a lieu de rejeter cette exception ;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que l'action de Sani Sabo Gado et Ali Hadi Maazou a satisfait aux règles de forme et de délai prescrites par la loi ; qu'il y'a lieu de la déclarer recevable;

3. Sur la demande du sursis à statuer

Attendu que la STA et Mme Fatchima Daddy Gaoh, demandent le sursis à statuer au motif qu'une plainte pour escroquerie contre le fournisseur, aurait donné lieu à l'ouverture d'un dossier encore pendant devant une juridiction pénale au Burkina Faso ;

Mais attendu qu'il y'a lieu de relever que l'action engagée par Sani Sabo Gado et Ali

Hadi Maazou a pour objet la réparation au profit de la STA d'un préjudice fondée sur une faute de gestion avérée commise par dame Fatchima Daddy Gaoh; qu'elle est distincte de l'action pénale dont l'issue ne pourrait contrarier l'action des requérants ; que la demande du sursis à statuer des requérants étant ainsi mal fondée ; qu'il y a lieu de la rejeter ;

4. Sur la responsabilité de dame Fatchima Daddy Gaoh

Attendu que les nommés Sani Sabo Gado et Ali Hadi Maazou demandent que la responsabilité de Mme Fatchima Daddy Gaoh soit retenue pour la perte de 100.000.000 frs subie par la STA par sa faute ; qu'ils soutiennent que c'est en violation des mentions inscrites sur bon de commande, mentions régissant les conditions et modalités des achats de produits par la STA que celle-ci a créé une lettre de change au profit du fournisseur qui l'a immédiatement escompté et s'était fait ainsi payer sans avoir livré l'huile commandée ;

Attendu pour sa part, que dame Fatchima Daddy Gaoh, a fait remarquer qu'elle a procédé ainsi parce que le fournisseur lui aurait donné une certaine assurance et lui aurait expliqué qu'il avait un problème financier ;

Attendu qu'il résulte des faits susvisés que dame Fachtima Daddy Gaoh a procédé au paiement de Corban International en violation délibéré des conditions d'achats des produits commandés par la STA et des modalités de leur paiement ; qu'elle ne pouvait ignorer en tant que professionnelle que la remise d'un effet de commerce assortie d'une garantie de paiement comme en l'espèce, n'était pas sans risque pour le tireur, de perdre la provision sans en recevoir la contrepartie et notamment en l'espèce, la livraison de l'huile commandée ; que s'étant comportée ainsi avec une légèreté blâmable, après avoir reconnu que le fournisseur ne pouvait livrer la marchandise puisqu'il avait un problème financier ; qu'il y a lieu en conséquence, de la déclarer responsable du préjudice subi par la STA;

5. Sur la réparation du préjudice

Attendu que Sani Sabo Gado et Ali Hadi Maazou ont sollicité la condamnation de Fatchima Daddy Gaoh à payer à la STA la somme de 100.000.000 frs représentant la somme qu'elle a payé à Corban International qui n'a pas livré à la STA la commande de l'huile végétale convenue en contrepartie ;

Attendu que dame Fatchima Daddy Gaoh étant déclaré personnellement responsable de la faute commise au préjudice de la STA lui ayant entraîné une perte de la valeur de sa commande d'huile végétale soit la somme de 100.000.000 F CFA ; qu'il y a lieu de la condamner à verser à la STA, la somme 100.000.000 frs (cent millions de francs) au titre du dommage subi ;

Attendu qu'en outre les nommés Sani Sabo Gado et Ali Hadi Maazou ont demandé la condamnation de Fatchima Daddy Gaoh à payer à la STA la somme de 50.000.000 frs au titre des intérêts ;

Attendu qu'il est indéniable que la non livraison de la commande d'huile à la STA lui a causé des dommages et intérêts ; que lesdits intérêts peuvent être évalués à la somme de 5.000.000 F CFA ; qu'il convient en conséquence de condamner dame

Daddy Gaoh à payer à la STA ladite somme ;
Attendu qu'il n'y a pas lieu à condamnation des requérants pour appel vexatoire et dilatoire ;
Attendu qu'il y a lieu de rejeter toutes les autres demandes fins et conclusions des parties ;

Attendu que dame Fatchima Daddy Gaoh qui succombe, sera condamnée aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

La chambre Commerciale

Statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en dernier ressort;

- **Reçoit l'appel principal de la société de transformation Alimentaire STA et Mme Fatchima Daddy Gaoh, régulier en la forme;**
- **Réçoit l'appel incident de Sani Sabo Gado et Hadi Maazou, régulier en la forme;**
- **Rejette l'exception de nullité de l'assignation ;**

AU FOND:

- **Annule la décision attaquée pour violation de la loi;**
- **Evoque et statue à nouveau;**
- **Rejette l'exception de prescription de l'action sociale;**
- **Dit qu'il n'y a pas lieu à surseoir à statuer;**
- **Déclare Dame Fatchima Daddy Gaoh, responsable du dommage subi par la société de transformation Alimentaire STA au titre de la commande non livré de 100.000.000 frs d'huile;**
- **Condamne Dame Fatchima Daddy Gaoh à verser à la STA, la somme de 100 Millions de francs à titre des dommages causés ;**
- **La condamne en outre à verser à la société de transformation Alimentaire STA, la somme de 5 Millions de francs au titre des intérêts ;**
- **Rejette toutes les autres demandes fins et conclusions des parties ;**
- **Condamne Dame Fatchima Daddy Gaoh aux dépens;**
- **Avertit les parties de leur droit de se pourvoir en cassation par requête au greffe de la Cour d'Appel de Niamey dans un délai d'un mois.**

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la Chambre commerciale spécialisée de la Cour d'Appel de Niamey, les jour, mois et an que dessus.-

Et ont signé :

LE PRESIDENT ET LA GREFFIERE.

